

# Médico-sociaux : établissements

| Convention collective   | Signature | Extension | JO | Révision | Extension | JO | Brochure JO | IDCC |
|---|-----------|-----------|----|----------|-----------|----|-------------|------|
| Médico-sociaux (Établissements pour handicapés, cas sociaux, personnes âgées, crèches et haltes garderies) (UNISSS) (1) | 26-8-65   | -         | -  | -        | -         | -  | -           | 405  |

(1) CC relevant du secteur sanitaire et social.

## Section 1 Champ d'application

♦ Art. 1 modifié en dernier lieu par avenant n° 4-96 du 22-11-96 agréé par arrêté du 28-2-97, JO 2-4-97 et par avenant n° 05-2009 du 3-7-2009 non agréé

### 1. Champ d'application professionnel

#### 1° Organismes privés à caractère non lucratif NAF 1993 :

Établissements spécialisés de santé et d'action sociale :

- 85-1 A : activités hospitalières ;
- 85-3 A : accueil des enfants handicapés ;
- 85-3 B : accueil des enfants en difficulté ;
- 85-3 C : accueil des adultes handicapés ;
- 85-3 D : accueil des personnes âgées ;
- 85-3 E : autres hébergements sociaux ;
- 85-3 G : crèches et garderies d'enfants ;
- 85-3 H : aide par le travail, ateliers protégés ;
- 85-3 J : aide à domicile ;
- 85-3 K : autres formes d'action sociale.

Établissements d'éducation :

- 80-1 Z : enseignement primaire ;
- 80-2 A : enseignement secondaire général ;
- 80-2 C : enseignement secondaire technique ou professionnel ;
- 80-4 C : formation des adultes et formation continue.

Salariés exclus à défaut d'avenants particuliers : médecins, dentistes et pharmaciens.

#### 2° Organismes privés NAF 2008 (♦ Avenant n° 05-2009 du 3-7-2009 non agréé)

Services d'enseignement ; établissements d'éducation :

- 85-20 Z : enseignement primaire ;
- 85-31 Z : enseignement secondaire général ;
- 85-32 Z : enseignement secondaire technique et professionnel ;
- 85-41 Z : enseignement post-secondaire non supérieur ;
- 85-42 Z : enseignement supérieur ;
- 85-59 A : formation continue d'adultes.

Services de santé :

- 86-10 Z : activités hospitalières.

Activités d'action sociale et médico-sociale avec hébergement ; hébergement médico-social et social :

- 87-10 A : hébergement médicalisé pour personnes âgées (EHPAD...) ;
- 87-10 B : hébergement médicalisé pour enfants handicapés (IME, IMP, ITEP, CEM, CRM...) ;
- 87-10 C : hébergement médicalisé pour adultes handicapés et autre hébergement médicalisé (MAS, FAM, MAPAH...) ;

- 87-20 : hébergement social pour personnes handicapées mentales, malades mentaux et toxicomanes ;
- 87-20 A : hébergement social pour handicapés mentaux et malades mentaux (foyer d'hébergement, foyer de vie...) ;
- 87-20 B : hébergement social pour toxicomanes ;
- 87-30 A : hébergement social pour personnes âgées (logement foyer...) ;
- 87-30 B : hébergement social pour handicapés physiques (foyer d'hébergement, foyer de vie...) ;
- 87-90 A : hébergement social pour enfants en difficultés (foyer de l'enfance, MECS...) ;
- 87-90 : autres services d'hébergement social (famille d'accueil, maison maternelle...) ;
- 87-90 B : hébergement social pour adultes et familles en difficultés et autre hébergement social (CHRS, demandeur d'asile...).

Action sociale et médico-sociale sans hébergement :

- 88-10 A : aide à domicile ;
- 88-10 B : accueil ou accompagnement sans hébergement d'adultes handicapés ou de personnes âgées (centre de jour, SAJ, SAVS, SAIS, SAMSAH...) ;
- 88-10 C : aide par le travail (ESAT, entreprises adaptées...) ;
- 88-91 A : accueil de jeunes enfants (crèches, haltes-garderies...) ;
- 88-91 B : accueil ou accompagnement sans hébergement d'enfants handicapés (SESSAD, CMPP, CAMSP...) ;
- 88-99 : autre action sociale sans hébergement (réfugiés...) ;
- 88-99 A : autre accueil ou accompagnement sans hébergement d'enfants et d'adolescents (AEMO...).

### 2. Champ d'application territorial

Non précisé.

## Section 2 Contrat de travail, essai et préavis

### 3. Contrat de travail

Embauche confirmée par une lettre ou un contrat. La convention fixe les mentions obligatoires.

♦ Art. 12

### 4. Période d'essai et préavis

#### 1° Durée

##### a) Période d'essai

| Catégorie  | Durée (1) |
|------------|-----------|
| Non-cadres | 2 mois    |
| Cadres     | 4 mois    |

(1) La période d'essai peut être écourtée d'un commun accord entre les parties.



b) Préavis après essai

| Catégorie  | Ancienneté | Démission | Licenciement et mise à la retraite (1) | Départ volontaire à la retraite |
|------------|------------|-----------|--|---------------------------------|
| Non-cadres | < 2 ans    | 1 mois    | 1 mois                                 | Préavis légal (2)               |
|            | ≥ 2 ans    | 1 mois    | 2 mois                                 |                                 |
| Cadres     | —          | 3 mois    | 3 mois                                 |                                 |

(1) Selon la jurisprudence, application du préavis conventionnel de licenciement en cas de mise à la retraite (v. l'étude DISPOSITIONS DE DROIT COMMUN).

(2) Voir l'étude DISPOSITIONS DE DROIT COMMUN.

2° Heures pour recherche d'emploi en cours de préavis : 2 heures par jour payées uniquement en cas de licenciement.

3° Dispense de préavis pour le salarié qui retrouve un emploi :

— non-cadres : dispense du reste du préavis pour le salarié licencié qui a retrouvé un emploi sous réserve d'un délai de prévenance de 24 heures ;

— cadres : dispense de la totalité du préavis pour le cadre licencié dès qu'il a retrouvé un emploi et dispense de la 2<sup>e</sup> moitié du préavis pour le cadre démissionnaire qui a retrouvé un emploi.

♦ Art. 16 modifié par avenant n° 04-2009 du 20-3-2009 agréé par arrêté du 25-9-2009, JO 2-10-2009, art. 25, 27, art. 32 modifié par avenant n° 01-2009 du 20-3-2009 agréé par arrêté du 25-9-2009, JO 2-10-2009 et art. 96 modifié par avenant n° 03-2009 du 20-3-2009 agréé par arrêté du 25-9-2009, JO 2-10-2009

**Section 3 Licenciement et départ à la retraite**

**5 Indemnité de licenciement**

1° Non-cadres : sauf en cas de faute grave ou lourde, à partir de 1 an d'ancienneté, indemnité égale à 1/2 mois par année de présence avec un maximum de 6 mois.

2° Cadres : sauf en cas de faute lourde, sans condition d'ancienneté, indemnité égale à 1/2 mois pour chacune des 5 premières années + 1 mois pour chacune des années suivantes. Maximum : 12 mois.

♦ Art. 25 modifié par avenant n° 02-2009 du 20-3-2009 agréé par arrêté du 25-9-2009, JO 2-10-2009, art. 26 et 96-3

**6 Indemnité de départ à la retraite** Indemnité due en cas de départ volontaire dès lors que le salarié est en droit de faire liquider sa retraite.

| Ancienneté   | Indemnité   |
|--------------|---|
| < 15 ans     | 1/10 de mois du salaire brut au prorata du temps de travail (temps partiel) |
| ≥ 15 ans (1) | 3 mois du salaire brut  |
| ≥ 25 ans (1) | 6 mois du salaire brut  |

(1) Ancienneté dans une activité relevant du champ d'application de la CCN.

♦ Art. 32 modifié par avenant n° 01-2009 du 20-3-2009 agréé par arrêté du 25-9-2009, JO 2-10-2009, art. 32-1 modifié en dernier lieu par avenant n° 18-2002 du 8-11-2002 agréé par arrêté du 23-6-2003, JO 9-7-2003 ♦ Art. 33 ♦ Note d'information UNISSS du 19-9-2003 non étendue

**7 Base de calcul de l'indemnité**

1° Licenciement : 1/12 de la rémunération brute des 12 derniers mois ou 1/3 de la rémunération brute des 3 derniers mois (primes proratisées dans ce cas), selon la formule la plus avantageuse pour le salarié.

2° Départ à la retraite : 1/12 de la rémunération des 12 derniers mois. Pour les temps partiels, l'indemnité est calculée sur la base d'un temps plein si pendant les 5 dernières années d'activité il y a passage d'un temps plein à un temps partiel.

♦ Art. 26 et art. 32-1 modifié par avenant n° 18-2002 du 8-11-2002 agréé par arrêté du 23-6-2003, JO 9-7-2003 ♦ Art. 96-3

**Section 4 Congés et jours fériés**

**8 Congés exceptionnels pour événements familiaux** Exprimés en jours ouvrés, les congés peuvent être pris dans les 15 jours entourant l'événement en accord avec la direction.

|                       |   |  |
|-----------------------|---|--|
| Mariage               | salarié   | 5 jours (1)  |
|                       | enfant  | 2 jours (1)  |
|                       | frère ou sœur                                       | 1 jour (1)   |
| Naissance ou adoption | enfant  | 3 jours  |
|                       | conjoint ou enfant                                  | 5 jours (1)  |
| Décès                 | enfant du conjoint ou du partenaire d'un PACS       | 5 jours (1)  |
|                       | père, mère, frère, sœur, grand-parent, petit-enfant | 2 jours (1)  |
|                       | beau-parent, beau-frère, belle-sœur                 | 1 jour, 2 jours si le conjoint travaille dans la même entreprise (1) |
|                       | Parent malade                                       | —  |

(1) + 1 jour en cas de déplacement à plus de 300 km + 2 jours en cas de déplacement à plus de 600 km.

♦ Art. 48 modifié en dernier lieu par avenant n° 1-2008 du 13-6-2008 agréé par arrêté du 22-10-2008, JO 30-10-2008 et art. 50

**9 Congés payés annuels** 2 jours ouvrés par mois, soit 25 jours ouvrés par an. Durée minimale du congé principal fixée à 15 jours ouvrés consécutifs pour les salariés bénéficiant de tous leurs droits à congés.

Attribution de 2,5 jours ouvrés supplémentaires en cas de prise de congés en dehors de la période normale.

Pour les cadres, voir également n° 19.

♦ Art. 35 modifié par avenant n° 03-2000 du 21-1-2000 agréé par arrêté du 18-9-2000, JO 27-9-2000 et art 39 modifié en dernier lieu par avenant n° 16-2002 du 8-11-2002 agréé par arrêté du 30-4-2003, JO 27-5-2003

**10 Congés payés exceptionnels accordés à certaines catégories de salariés**

1° Établissements de l'enfance inadaptée : attribution de 3 jours supplémentaires consécutifs de congés (non compris les jours fériés et le repos hebdomadaire) au cours de chacun des 3 trimestres qui ne comportent pas le congé annuel. Congés supplémentaires portés à 6 jours pour le personnel éducatif, pédagogique, social, soignant et pour le personnel de direction.

2° Établissements adultes sociaux et médico-sociaux : dans les maisons d'accueil spécialisé et les foyers à double tarification, attribution de 6 jours ouvrables supplémentaires consécutifs de congés au cours de chacun des 3 trimestres qui ne comportent pas le congé annuel.

♦ Annexe « Secteur social et médico-social » modifiée par avenant n° 9-93 du 5-11-93 agréé par arrêté du 27-1-94, JO 4-3-94

**11** Compte épargne temps (CET)

|                                  |  |
|----------------------------------|--|
| <b>Bénéficiaires</b>             | Tous les salariés ayant 36 mois d'ancienneté.  |
| <b>Alimentation du CET</b>       | En accord avec l'employeur, alimentation, dans la limite de 5 jours ouvrés par an, par :<br>- le report des congés payés annuels en sus de ceux prévus dans le cadre du congé pour création d'entreprise, du congé pour l'exercice de responsabilités de direction ou du congé sabbatique ;<br>- le report des congés payés annuels ;<br>- les congés conventionnels supplémentaires.<br>+ les jours RTT à prendre dans les 5 ans sous la forme de 5 jours ouvrés par an.<br>Maximum : 5 jours ouvrés/an cumulés pour un total de 25 jours ouvrés. Limite non applicable aux cadres soumis à un horaire préalablement établi et défini par l'employeur, ni aux salariés de 50 ans et plus. |
| <b>Utilisation du CET</b>        | Utilisation pour indemniser :<br>- tout ou partie des congés légaux (congé sabbatique, congé pour création d'entreprise, congé parental d'éducation) ;<br>- congé de fin de carrière ;<br>- congé pour convenance personnelle.   |
| <b>Durée de constitution (1)</b> | 5 ans non renouvelables.   |
| <b>Renonciation</b>              | Respect d'un préavis de 3 mois.  |
| <b>Transfert d'entreprise</b>    | Transmission automatique du CET.   |

(1) Durée applicable seulement aux salariés de moins de 50 ans.

♦ Avenant n° 01-2007 du 12-1-2007 agréé par arrêté du 7-5-2007, JO 16-5-2007

**12** Jours fériés Les jours fériés légaux sont chômés et payés.

Jour férié coïncidant avec le jour de repos hebdomadaire autre que le samedi ou le dimanche : attribution d'un jour de repos compensateur.

Jours fériés travaillés : repos compensateur ou, après accord entre les parties, majoration de 100 % (sur la base de 1/22) s'ajoutant à la majoration pour heures supplémentaires.

♦ Art. 45 et art. 46 modifié par avenant n° 17-2002 du 8-11-2002 agréé par arrêté du 30-4-2003, JO 27-5-2003

**Section 5** Durée du travail

**13** Dispositions générales et références Outre les dispositions de la CCN, la durée du travail résulte de plusieurs accords et d'un décret :

— accord RTT du 7-9-99 modifié par avenant du 19-11-99 agréés par lettre ministérielle du 6-12-99, arrêté du 18-9-2000, JO 27-9-2000. Il est applicable à compter du 1<sup>er</sup> jour du mois suivant son agrément, et d'accès direct pour les entreprises de moins de 50 salariés dépourvues de DS ou de salariés mandatés qui souhaitent anticiper les échéances légales pour réduire le temps de travail (pour les autres, un accord d'entreprise complémentaire soumis à agrément est nécessaire).

REMARQUE : dans toutes les entreprises, une note d'information affichée et soumise à la procédure d'agrément, doit comporter un certain nombre de mentions obligatoires sur la réduction du temps de travail (personnels concernés, modalités de décompte du temps de travail...);

NDLR : l'UNISS n'est pas signataire de l'accord de branche UNIFED et les entreprises qui appliquent la CCN du 26-8-65 ont été exclues de l'extension de cet accord (v. l'étude HANDICAPÉS : ÉTABLISSEMENTS ET SERVICES).

— décret n° 2001-1384 du 31-12-2001 (JO 3-1-2002), instituant une durée d'équivalence à la durée légale du travail dans les établissements sociaux et médico-sociaux gérés par des personnes privées à but non lucratif ;

— accord du 8-7-2004 sur le travail de nuit agréé par lettre ministérielle du 28-2-2005, arrêté du 14-3-2005, JO 31-3-2005.

**14** Durée conventionnelle de travail Elle est fixée à 35 heures par semaine ou 1 575 heures par an à compter du 1-1-

2000 dans les établissements ou services de plus de 20 salariés et à compter du 1-1-2002 dans ceux de 20 salariés au plus (possibilité d'anticipation, v. n° 13).

Possibilité d'apprécier l'horaire collectif sur une base annuelle ou, par cycle, sur une base hebdomadaire, pluri-hebdomadaire, mensuelle ou pluri-mensuelle.

Pour le personnel éducatif d'encadrement des usagers dans le secteur social et médico-social, 1/10 de l'horaire est consacré aux synthèses, réunions et préparations.

Pour les services de radiologie, l'exposition à l'action des radiations du fait de la manipulation des appareils ne peut excéder 5 heures par jour.

REMARQUE : dans le secteur des établissements relevant de la loi hospitalière, pour le personnel assurant d'une manière continue son travail effectif la nuit, la durée du travail a été abaissée dès le 31-12-93, à 35 heures par semaine (soit 140 heures pour 4 semaines et 151,67 heures par mois), sans réduction de rémunération (base 169 heures) (♦ Annexe SNAMIS, art. 3).

**1° Durée annuelle en fonction des congés exceptionnels :** l'accord RTT a retenu plusieurs hypothèses de durées annuelles en fonction du nombre de congés exceptionnels (v. n° 10) dont bénéficient les salariés.

| Salariés                              | Jours de travail               | Durée annuelle de travail |             |
|---------------------------------------|--------------------------------|---------------------------|-------------|
|                                       |                                | RTT de 10 %               | RTT de 15 % |
| Sans congés exceptionnels             | 225 jours (soit 45 semaines)   | 1 575 h                   | 1 485 h     |
| Avec 9 jours de congés exceptionnels  | 216 jours (soit 43,2 semaines) | 1 512 h                   | 1 425,6 h   |
| Avec 18 jours de congés exceptionnels | 207 jours (soit 41,4 semaines) | 1 449 h                   | 1 366,2 h   |

REMARQUE : une recommandation patronale du 5-11-2004 relative à la journée de solidarité (à fixer par accord d'entreprise ou, à défaut d'accord le lundi de Pentecôte) majore les durées annuelles de travail de 7 heures, soit (sur la base d'une RTT de 10 %) :

- salariés sans congés exceptionnels, 1 582 heures ;
- salariés bénéficiant de 9 jours de congés exceptionnels, 1 519 heures ;
- salariés bénéficiant de 18 jours de congés exceptionnels, 1 456 heures.

**2° Durées maximales hebdomadaire et journalière**

Quand le temps de travail est organisé par cycle ou annualisé, la durée maximale hebdomadaire est fixée à 44 heures, de jour ou de nuit et la durée journalière ne peut excéder 12 heures.

**3° Repos quotidien :** 11 heures pouvant être réduit à 9 heures afin d'assurer la continuité du service, de l'accueil et de la sécurité des personnes accueillies.

**4° Repos hebdomadaire :** dimanche accordé par roulement à tous les salariés ne bénéficiant pas habituellement de leur repos hebdomadaire ce jour-là.

♦ Art. 22 modifié par avenant n° 01-2000 du 21-1-2000 agréé par arrêté du 18-9-2000, JO 27-9-2000 et par avenant n° 10-2000 du 7-4-2000 agréé par arrêté du 18-9-2000, JO 27-9-2000 ♦ Art. 47 et 56 ♦ Accord RTT du 7-9-99 agréé ♦ Annexe SNAMIS (anciennement SNEME et SNP), art. 3 modifié par avenant n° 1-93 du 12-2-93 agréé par arrêté du 14-5-93, JO 22-6-93 ♦ Recomm. patronale du 5-11-2004 non étendue

**15** Sujétions particulières Primes de sujétion cumulables entre elles.

| Sujétions  | Points                             |
|--|------------------------------------|
| Nuit de présence (22 h - 5 h) dans l'établissement (travail effectif ou astreinte)                                   | 2 par nuit                         |
| Dimanche et jour férié de présence dans l'établissement [travail effectif ou astreinte (22 h - 5 h)]                 | 1,25 par heure de travail effectif |
| Amplitude habituelle de travail > à 10 heures  | 6 par mois                         |
| Transfert d'établissement dans le cadre de camps et sorties du personnel non engagé spécifiquement pour ce transfert | 3 par jour de travail effectif     |

Pour les indemnités d'astreinte des cadres du groupe A1, v. n° 25.

♦ Art. 24-1 modifié en dernier lieu par avenant n° 1-93 du 12-2-93 agréé par arrêté du 14-5-93, JO 22-6-93

**16 Travail à temps partiel** ■ Les salariés ont le choix entre :  
 — une réduction de leur temps de travail dans les mêmes proportions que les salariés à temps plein et avec les mêmes conditions de salaire ;

— le maintien de leur durée du travail, sous réserve de notifier à l'employeur dans le délai d'1 mois, leur refus de bénéficier de la RTT.

L'horaire de travail ne peut comporter plus de 2 interruptions par jour, chaque interruption pouvant toutefois être supérieure à 2 heures.

♦ Accord RTT du 7-9-99 agréé

**17 Heures supplémentaires** ■ Contingent annuel : 110 heures.

Paiement : les heures supplémentaires (appréciées sur la durée du cycle) doivent prioritairement être compensées par un repos, majoré dans les conditions légales à défaut, elles sont rémunérées.

♦ Accord RTT du 7-9-99 agréé ♦ Art. 23 et 24 modifiés par avenant n° 02-2000 du 21-1-2000 agréé par arrêté du 18-9-2000, JO 27-9-2000

**18 Heures d'équivalence pour les surveillances de nuit en chambre de « veille »** ■ Un décret n° 2001-1384 du 31-12-2001, applicable à compter du 5 janvier 2002, valide une durée équivalente à la durée légale du travail dans le secteur social et médico-social à but non lucratif (v. l'étude DISPOSITIONS DE DROIT COMMUN).

REMARQUE : les dispositions de l'article 22-2 de la CCN sur les équivalences, n'ont pas été modifiées mais une recommandation patronale du 18-1-2002 précise que seules les dispositions du décret n° 2001-1384 du 31-12-2001 sont applicables.

♦ D. n° 2001-1384 du 31-12-2001, JO 3-1-2002 ♦ Recomm. patronale du 18-1-2002 non étendue

**19 Personnel d'encadrement** ■ 2 catégories de cadres sont distinguées :

— les cadres fonctionnels effectuant des horaires fixes et réguliers qui bénéficient de la RTT dans les mêmes conditions que les non-cadres ;

— les cadres de direction et autres cadres hiérarchiques qui, par accord d'entreprise, soit sont soumis au même régime que les cadres fonctionnels, soit bénéficient d'une compensation forfaitaire de 18 jours ouvrés minimum de congés supplémentaires par an, pouvant être affectés à un compte épargne temps (CET).

♦ Accord RTT du 7-9-99 agréé ♦ Art. 97 modifié par avenant n° 08-2000 du 21-1-2000 agréé par arrêté du 18-9-2000, JO 27-9-2000

**20 Travail de nuit** ■ Bien que la mise en place du travail de nuit ou son extension à de nouvelles catégories de personnel soit normalement subordonnée à la conclusion d'un accord de branche étendu ou d'un accord d'entreprise, les partenaires sociaux précisent avoir conclu l'accord du 8-7-2004 de façon à harmoniser les pratiques entre les différents établissements relevant de la CCN. Pour autant, un accord d'entreprise peut déroger, en tout ou partie, à cet accord.

NDLR : l'UNISSS, interrogée par la rédaction, apporte les précisions suivantes :

- l'accord agréé est directement applicable ;
- les dérogations possibles par accord d'entreprise doivent être plus favorables pour le salarié ;
- l'extension de cet accord sera demandée.

|  |   |
|--|---|
| <b>Définition du travail de nuit</b>         | Plage de 9 heures continues entre 21 h et 7 h à définir par établissement.<br>Après consultation ou en l'absence de RP, cette plage horaire est définie par la direction.   |
| <b>Catégories de salariés visées</b>         | Personnels soignants, éducatifs, d'animation, ceux qui assurent l'entretien, la maintenance et la sécurité ainsi que les surveillants et veilleurs de nuit.   |
| <b>Définition du travailleur de nuit (1)</b> | <i>Référence hebdomadaire</i> : 3 heures de travail quotidien entre 21 h et 6 h (ou toute autre période de 9 h consécutives entre 21 et 7 h) au moins 2 fois par semaine.<br><i>Référence mensuelle</i> : au moins 65 h de travail effectif en moyenne par mois durant la plage nocturne définie entre 21 et 7 h. |

|  |  |
|--|--|
| <b>Contreparties</b>   | Repos compensateur des travailleurs de nuit égal à 1 % du temps de travail réalisé pendant la plage de nuit, soit 2 jours de repos en plus par année (1).<br>Repos à prendre par journée ou demi-journée, dans un délai de 6 mois maximum dès que le salarié a acquis 7 h de repos.<br>Repos accordé en plus des contreparties salariales prévues par la CC en matière d'heures supplémentaires (v. n° 17) et de sujétions particulières (v. n° 15).   |
| <b>Pause</b>   | 20 mn pour tout salarié travaillant la nuit dont la durée quotidienne de travail est supérieure à 6 heures.  |
| <b>Dérogation à la durée maximale quotidienne</b>  | La durée quotidienne peut être portée à 12 h pour les services impliquant une continuité de prise en charge et de sécurité des usagers (personnel assurant le coucher et le lever des usagers...). Lorsque la durée quotidienne dépasse 8 h, en contrepartie, les salariés bénéficient d'un repos équivalent à la durée du dépassement qui s'ajoute au repos quotidien (v. n° 14).   |
| <b>Conditions de travail</b>   | L'accord d'entreprise doit comporter les dispositions suivantes :<br>— la durée hebdomadaire selon l'accord RTT (soit 44 h maximum en cas de temps de travail par cycle ou annualité ; v. n° 14) ;<br>— l'octroi de 2 jours consécutifs de repos hebdomadaire dont un dimanche, toutes les 4 semaines en moyenne ;<br>— le passage d'un horaire habituel de nuit à un horaire habituel en journée, uniquement après un repos hebdomadaire de 2 jours consécutifs.<br>La travailleuse de nuit enceinte, dont l'état est médicalement constaté, peut être affectée à sa demande ou à celle du médecin du travail, à un poste de jour (y compris pendant le congé post-natal) sans diminution de sa rémunération, y compris les indemnités pour sujétions particulières (v. n° 15). |
| (1) Pour les personnels en chambre de veille, le temps pris en compte pour apprécier la qualité de travailleur de nuit et pour calculer la compensation en repos, est celui assimilé à du temps de travail effectif par la CCN (v. n° 18). |  |

♦ Accord du 8-7-2004 agréé par lettre ministérielle du 28-2-2005 et par arrêté du 14-3-2005, JO 31-3-2005, applicable à compter du 1-9-2004

## Section 6 Maladie, maternité, accident du travail

**21 Maladie, accident du travail** ■

**1° Indemnisation sur 12 mois après 12 mois de services effectifs**

REMARQUE : après épuisement des droits au cours d'une période de 12 mois, une reprise effective du travail de 1 an est nécessaire pour bénéficier à nouveau des indemnités complémentaires.

a) *Délai de carence* :

— AT ou MP et maladie avec hospitalisation de plus de 2 jours : pas de délai de carence ;

— maladie sans hospitalisation : 3 jours, 7 jours si un arrêt a déjà été constaté au cours des 6 derniers mois ;

— maladie avec hospitalisation de 2 jours ou moins : 3 jours.

b) *Indemnisation*

1. Maintien du salaire sous déduction des IJSS et des régimes de prévoyance :

— pendant les 3 premiers mois : maintien du salaire à 100 % ;

— pendant les 3 mois suivants : maintien du salaire aux 3/4.

Pour une longue maladie au sens de la SS, maintien du salaire à 100 % pendant les 90 premiers jours.

A compter du 91<sup>e</sup> jour, prise en charge par le régime de prévoyance (v. n° 24).

2. Maximum : rémunération que le salarié aurait perçue s'il avait travaillé.

**2° Garantie d'emploi en cas de maladie** : 6 mois. Ensuite, licenciement possible avec versement d'une indemnité compensatrice



et de l'indemnité de licenciement et maintien du bénéfice des indemnités complémentaires de maladie.

**3° Maladie et congés payés :**

— assimilation à travail effectif : absences pour maladie inférieures à 30 jours assimilées à travail effectif. A partir du 31<sup>e</sup> jour, congés payés réduits de 1 jour ouvré par période entière de 15 jours d'absence ;

— maladie au moment du départ : report de l'intégralité du congé à la fin de l'absence ou à une date ultérieure ;

— maladie pendant les congés : interruption des congés reportés à la fin de la maladie ou à une date ultérieure fixée après accord entre les parties.

♦ Art. 28-3, art. 34 modifié par avenant n° 15-2002 du 8-11-2002 agréé par arrêté du 30-4-2003, JO 27-5-2003 ♦ Art. 42, 43 et art. 51 modifié en dernier lieu par avenant n° 10-2002 du 5-7-2002 agréé par arrêté du 13-12-2002, JO 24-12-2002 ♦ Art. 52 et 98

**22. Maternité et adoption** ■ Indemnisation pendant le congé de maternité ou d'adoption : après 1 an de services effectifs (au jour de la naissance ou de l'adoption), maintien du salaire net à 100 % sous déduction des IJSS et des régimes de prévoyance.

Réduction d'horaire : à compter du 1<sup>er</sup> jour du 4<sup>e</sup> mois de grossesse, réduction de la durée journalière du travail de 1/7 pour les salariées à temps complet et pour celles à temps partiel effectuant au moins un mi-temps (soit, 1 heure pour un temps plein ; 1/2 heure pour un mi-temps). Cette réduction peut être prise soit en une fois au début ou à la fin du poste de travail, soit fractionnée dans la journée.

♦ Art. 57 modifié par avenant n° 06-2000 du 21-1-2000 agréé par arrêté du 18-9-2000, JO 27-9-2000

**Section 7 Retraite complémentaire et régime de prévoyance**

**23. Retraite complémentaire** ■ Institution : FNIRR.

Cotisation minimum : 4 % répartis 60 % employeur et 40 % salarié.

♦ Art. 110

**24. Régime de prévoyance** ■ Régime applicable depuis le 1-11-96 (1<sup>er</sup> jour du mois suivant l'arrêté d'agrément).

**Section 8 Classification des emplois**

**25. Cadres** ■

| Niveau               | Groupe | Emplois  |
|----------------------|--------|--|
| Cadres hiérarchiques | A1 (1) | Éducateur chef (minimum 5 ans d'exercice) ; éducateur technique chef (+ 5 ans d'ancienneté) ; chef de service éducatif ; chef des services pédagogiques, directeur des études (d'au moins 5 classes) ; responsable de l'enseignement technique (5 ans d'exercice + direction d'au moins 5 classes d'enseignement technique ou professionnel) ; kinésithérapeute chef (+ 5 kinésithérapeutes sous ses ordres) ; chef d'atelier en CAT [+ 3 chefs d'équipe ou 40 travailleurs handicapés sous sa responsabilité (2)] ; animateur socioculturel chef (+ 5 ans d'ancienneté) titulaire du DEFA et chargé de la responsabilité de différents animateurs et/ou de différents groupes ; assistante sociale chef (+ 5 ans d'ancienneté) chargée de la responsabilité du service social ; conseiller économique et social chef (+ 5 ans d'ancienneté) chargé de la responsabilité d'une équipe pédagogique ; chef de service de tutelle ; infirmier chef ; infirmier surveillant (3) ; infirmier surveillant général (4) ; responsable des activités sportives et physiques (éducateur sportif ayant au moins 5 ans d'exercice et au moins 3 éducateurs sportifs ou moniteurs d'éducation physique sous ses ordres) (5) |
| Cadres fonctionnels  | A2     | Psychologues   |
|                      | A3     | Directeur adjoint, gestionnaire adjoint  |
| Cadres hiérarchiques | A4     | Économiste, chef du personnel, chef comptable, chef du service de rééducation ou surveillant général, chef d'entretien des grands établissements ayant au moins 10 personnes sous ses ordres, chef de cuisine gestionnaire de son service dans les grands établissements (au moins 10 personnes sous ses ordres ou + de 350 repas par jour), responsable de service informatique de grands établissements ou de grandes associations, responsable qualité (diplômé)  |

**1° Institution** : l'employeur adhère à la caisse de prévoyance de son choix.

**2° Cotisations**

|           | Employeur | Salarié | Total  |
|-----------|-----------|---------|--------|
| Tranche A | 0,725 %   | 0,725 % | 1,45 % |
| Tranche B | 1,20 %    | 1,20 %  | 2,40 % |

**3° Prestations**

a) *Accident ou maladie* : maintien du salaire de base (coefficient × valeur du point) sous déduction des IJSS à compter du 91<sup>e</sup> jour d'arrêt continu ou discontinu pour le salarié comptant au moins 12 mois de service effectif.

b) *Décès* : en cas de décès ou d'invalidité totale et permanente avant 65 ans, versement d'un capital décès exprimé en pourcentage du salaire annuel (calculé sur la base du salaire brut des 3 derniers mois civils d'activité).

| Situation de famille                                      | Capital décès |                  |
|---|---------------|------------------|
|   | Décès maladie | Décès accidentel |
| Célibataire, veuf, divorcé, sans enfant                   | 75 %          | 150 %            |
| Marié sans enfant   | 100 %         | 200 %            |
| Majoration par enfant à charge (jusqu'à 25 ans si études) | 25 %          | 50 %             |

Orphelins de père et de mère : allocation égale à 10 % du salaire annuel jusqu'à 18 ans (25 ans pour les étudiants).

c) *Invalidité - incapacité permanente* : rente versée en cas d'invalidité permanente avant 60 ans, en pourcentage du salaire (dernier coefficient × valeur du point) sous déduction des IJSS :

— invalidité 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> catégorie, incapacité permanente suite à un AT ou une MP d'au moins 66 % : rente égale à 80 % du salaire annuel ;

— invalidité 1<sup>re</sup> catégorie : rente égale à 50 % du salaire annuel ;

— incapacité permanente suite à un AT ou une MP entre 33 % et moins de 66 % : rente calculée selon la formule suivante,  $R \times 3n/2$  (R = rente d'invalidité versée par la caisse de prévoyance à laquelle l'employeur a adhéré en 2<sup>e</sup> catégorie et n = taux d'incapacité reconnue par la SS).

♦ Art. 113 à 116 résultant de l'avenant n° 03-96 du 5-7-96 agréé par arrêté du 11-10-96, JO 24-10-96

**Médico-sociaux : établissements**

| Niveau              | Groupe | Emplois  |
|---------------------|--------|--|
| Cadres de Direction | B1     | Directeur d'établissements assumant la responsabilité d'un établissement sous l'autorité d'un conseil d'administration ; gestionnaire ; directeur administratif  |
|                     | B2     | Directeur d'établissements de l'enfance inadaptée spécialisés, de centre de rééducation fonctionnelle, de pouponnière répondant aux spécifications du décret du 15-1-74, de centre d'observation, assumant la responsabilité d'un établissement sous l'autorité d'un conseil d'administration ; gestionnaire ; directeur administratif |
|                     | C1     | Directeur d'établissement assumant la responsabilité totale d'un établissement   |
|                     | C2     | Directeur d'établissements de l'enfance inadaptée spécialisés, de centre de rééducation fonctionnelle, de pouponnière répondant aux spécifications du décret du 15-1-74, de centre d'observation, assumant la responsabilité totale d'un établissement   |

(1) En contrepartie des contraintes permanentes et de l'obligation de disponibilité en découlant, les cadres de ce groupe bénéficient d'une indemnité en compensation des astreintes auxquelles ils sont tenus, soit :  
 - 56 points/semaine complète d'astreinte y compris le dimanche ;  
 - 8 points/journée d'astreinte en cas de semaine incomplète y compris le dimanche.  
 Il ne peut être effectué plus de 26 semaines d'astreinte dans l'année pour une même personne.  
 Cette indemnité peut, en tout ou partie, être rémunérée sous la forme d'un logement à titre gratuit, ainsi que de la gratuité des charges annexes (eau, chauffage et électricité).  
 Il est attribuée une prime de 36 points pour les salariés titulaires d'un diplôme de niveau 2 et une prime de 82 points pour les salariés titulaires d'un diplôme de niveau 1.  
 (2) Disposition en italique supprimée par avenant n° 05-2001 du 19-10-2001 agréé.  
 (3) Bonification de 10 points supprimée par avenant n° 05-2001 du 19-10-2001 agréé.  
 (4) Majoration de 25 points supprimée par avenant n° 05-2001 du 19-10-2001 agréé.  
 (5) Nouvel emploi (Avenant n° 11-2007 du 7-12-2007 agréé).

♦ Art. 95-1 ♦ Classification des cadres modifiée en dernier lieu par avenant n° 11-2007 du 7-12-2007 agréé par arrêté du 7-5-2008, JO 17-5-2008

**26 Non-cadres**

| Groupe | Définition/emplois  |
|--------|---|
| 1      | Travaux ou tâches bien définies nécessitant une connaissance confirmée par une expérience professionnelle<br>- agents de collectivité avec CAP ou équivalent : serveur, commis de cuisine (- 100 lits ou - 150 repas), employé de collectivité<br>- agents de service : ouvrier ou jardinier sans qualification, lingère-buandière<br>- agent administratif avec CAP ou équivalent : employé de bureau, aide-comptable sans CAP, standardiste, hôtesse, opérateur de saisie informatique, dactylo CAP ou équivalent, aide-comptable<br>- agent de surveillance : auxiliaire de vie (1), concierge en service continu, veilleur de nuit<br>- aide-puéricultrice non diplômée (2), cuisinière dans les pouponnières de - 50 lits (2)<br>- auxiliaire de vie sociale (3)   |
| 2      | Tâches nécessitant une qualification professionnelle pour assumer une responsabilité relevant de sa technique (niveau V)<br>Gouvernante (- 9 agents sous ses ordres), cuisinier (- 60 lits ou - 150 repas en semi-internat), commis de cuisine (+ 100 lits ou + 150 repas), lingère mécanicienne, lingère confectionneuse spécialisée, conducteur de machine à laver (+ 250 kg de linge sale et sec par jour), ouvrier professionnel, ouvrier d'entretien, commis d'économat, jardinier, chauffeur de transport en commun, surveillant de nuit (après formation), maître ou maîtresse de maison (après formation)   |
| 3      | Tâches relevant d'une technique bien déterminée exigeant une connaissance professionnelle confirmée par une expérience. Prend des initiatives dans le cadre de consignes précises<br>Cuisinier (Éts de 60 lits à - 120 lits ou de 150 repas à - 200 repas en semi-internat), chef d'équipe (+ 3 ouvriers sous ses ordres), auxiliaire de puériculture avec CAP (1), aide-soignante avec CAP ou autorisé (1), aide-médico-psychologique avec CAP (1), chef d'équipe 1 <sup>re</sup> catégorie en CAT, secrétaire, aide-comptable avec CAP, commis d'économat<br>Secrétaire de direction non diplômée (2), secrétaire bilingue non diplômée (2)<br>Maître(ss)e de maison (titulaire d'un diplôme d'auxiliaire de puériculture ou d'aide-soignante ou d'aide médico-psychologique) (3)<br>Brancardier (4)  |
| 4      | Moniteur d'éducation physique titulaire de la 2 <sup>e</sup> partie du DE, éducateur scolaire (avec BE ou BAC)  |
| 5      | Tâches d'un haut niveau professionnel impliquant une part importante d'initiative et de responsabilité, nécessitant une qualification professionnelle (BAC pro ou BAC + 2)<br>Secrétaire sténodactylo, secrétaire de direction, secrétaire médicale, secrétaire bilingue, comptable (BSEC), pupitreur, rédacteur documentaliste, programmeur (DUT ou BTS informatique ou équivalent), économiste adjoint, jardinier, paysagiste, responsable d'entretien, du stock et du dépannage, lingère chef (+ 3 lingères sous ses ordres) responsable du stock, ouvrier hautement qualifié, gouvernante, chef des services ménagers, cuisinier (120 lits + 200 repas), chef d'équipe 2 <sup>e</sup> catégorie en CAT avec BP (ou équivalent) et 3 ans de pratique ou avec CAP (ou équivalent) et 5 ans de pratique, moniteur-éducateur diplômé d'État (1), éducateur de jeunes enfants ou jardinière d'enfants (1), éducateur technique (avec BP + 3 ans de pratique ou avec CAP + 5 ans de pratique), moniteur en économie sociale et familiale (titulaire du BTS), moniteur d'éducation physique titulaire d'un DE de maître d'éducation physique du 2 <sup>e</sup> degré, instituteur ou éducateur scolaire (avec CA pédagogique)<br>Moniteur chef dans les établissements de l'enfance inadaptée (commence au 4 <sup>e</sup> échelon avec 20 points supplémentaires sur toute la grille) (2)<br>Personnel technique ayant suivi une formation « moniteur d'atelier » et en charge de personnes à des fins de formation ou de production (5) |
| 6      | Niveau élevé (au minimum BAC + 2) et expérience professionnelle importante (fonction à responsabilité)<br>Comptable diplômé d'études comptables supérieures, secrétaire en chef de direction niveau supérieur, analyste programmeur, éducateur spécialisé (1), éducateur scolaire (avec CAPSAIS), éducateur technique spécialisé EI (1), assistante sociale, assistante sociale avec DE d'infirmière (2 fonctions), animateur socioculturel diplômé, jardinière spécialisée EI (1), conseiller en économie sociale et familiale (diplômé), infirmier DE (6) ou autorisé, infirmier psychiatrique, pédicure-podologue (19), orthoptiste (19), orthophoniste (19), diététicien (19), infirmier spécialisé (hors anesthésie-réanimation), puériculture, masseur kinésithérapeute (19), ergothérapeute (19), psychomotricien (19), manipulateur d'électroradiologie (19), laborantin, chef d'équipe 3 <sup>e</sup> catégorie en CAT, chef d'équipe 3 <sup>e</sup> catégorie en ESAT (7), titulaire d'un brevet de technicien supérieur (ou équivalent) et 3 ans d'ancienneté, infirmier spécialisé en anesthésie-réanimation (8), puéricultrice (8) ; éducateur sportif (STAPS, DEJEPS, etc.) (14)  |



| Groupe  | Définition/emplois  |
|---|---|
| S<br>Ancien<br>groupe I   | <p>Personnel en situation temporaire d'emploi :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- S1 : avant succès aux épreuves de sélection toute catégorie d'emploi éducatif et/ou d'accompagnement : coeff. 216 porté à 226 (9), 228 (10), 231 (12) et à 239 (18)</li> <li>- S2 : après succès aux épreuves de sélection et jusqu'à l'entrée en cycle de formation (directe ou en cours d'emploi) : coeff. 221 porté à 228 (9), 230 (10), 233 (12) et à 240 (18)</li> <li>- S3 : à compter de l'entrée effective en cycle de formation en cours d'emploi et pendant la durée normale de la formation : <ul style="list-style-type: none"> <li>• S3 a : aide-médecin-psychologique, moniteur éducateur, éducateur spécialisé 1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> année : coeff. 225 porté à 230 (9), 234 (12) et à 240 (18) ; aide-soignant, auxiliaire de puériculture, assistant de service social 1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> année : coeff. 234 (13) porté à 240 (18)</li> <li>• S3 b : éducateur spécialisé 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> année [coeff. 235 porté à 236 (12)] ; assistant de service social 3<sup>e</sup> année [coeff. 236 (13) porté à 241 (18)]</li> </ul> </li> <li>- S4 : personnel embauché au titre du C.A.E et contrat d'avenir : coeff. 226 (15) porté à 228 (16), 231 (17) et à 239 (18)</li> </ul> <p>Moniteur titulaire du BEPC et du diplôme d'animateur de centres de loisirs et de vacances (11)<br/>Moniteur titulaire du BE sanitaire et social (spécifique MECS) (11)</p> |
| <p>(1) Prime d'internat de 10 points mensuels pour ces personnels éducatifs accomplissant une mission effective d'internat avant 8 h et après 18 h (Avenant n° 12-2002 du 5-7-2002 agréé).<br/>(2) Cadre d'extinction, reclassé dans un groupe.<br/>(3) Nouveaux emplois (Avenants n° 02 et 04-2006 du 31-3-2006 agréés par arrêté du 23-6-2006, JO 7-7-2006).<br/>(4) Nouvel emploi (Avenant n° 08-2007 du 14-9-2007 agréé).<br/>(5) Nouvel emploi (Avenant n° 03-2007 du 12-1-2007 agréé).<br/>(6) Majoration de 8 points supplémentaires par mois dans les établissements sanitaires (Avenant n° 02-2002 du 18-1-2002 agréé).<br/>(7) Emploi résultant de l'avenant n° 02-2007 du 12-1-2007 agréé, et accessible aux chefs d'équipe 2<sup>e</sup> catégorie en ESAT de groupe 5 titulaires d'un certificat pédagogique délivré par l'AFPA.<br/>(8) Majoration de 15 points.<br/>(9) Au 1-7-2005 (Avenant n° 10-2005 du 8-7-2005 agréé).<br/>(10) Au 1-7-2006 (Avenant n° 6-2006 du 12-9-2006 agréé).<br/>(11) Emplois spécifiques aux maisons d'enfants à caractère sanitaire, rattachés pour la rémunération au groupe S.<br/>(12) Au 1-7-2007 (Avenant n° 07-2007 du 14-9-2007 agréé).<br/>(13) Nouveaux emplois (Avenant n° 07-2007 du 14-9-2007 agréé).<br/>(14) Nouvel emploi (Avenant n° 10-2007 du 7-12-2007 agréé).<br/>(15) Avenant n° 01-2006 agréé.<br/>(16) Au 1-7-2006 (Avenant n° 06-2006 agréé).<br/>(17) Au 1-7-2007 (Avenant n° 07-2007 agréé).<br/>(18) Au 1-7-2008 (Avenant n° 3-2008 du 13-6-2008 agréé).<br/>(19) Majoration de 8 points/mois (Avenant n° 4-2008 du 13-6-2008 agréé).</p> |   |

Bonifications d'ancienneté (Avenants n° 2-89 du 19-1-89 et n° 14-89 du 14-11-89 agréés) :

— bonifications d'ancienneté non cumulables accordées aux personnels suivants : infirmier psychiatrique (6 mois) ; infirmier DE ou auto-risé (12 mois) ; infirmier spécialisé - Puéricultrice (18 mois) ; infirmier spécialisé en anesthésie-réanimation (24 mois) ;

— bonification d'ancienneté d'un an pour les masseurs kinésithérapeutes, ergothérapeutes, psychomotriciens, manipulateurs d'électroradiologie, laborantins, pédicures-podologues, orthophonistes, orthoptistes et diététiciens.

♦ Art. 93-2 résultant de l'avenant n° 12-2002 du 5-7-2002 agréé par arrêté du 23-6-2003, JO 9-7-2003 ♦ Avenants n° 2-89 du 19-1-89 agréé par arrêté du 17-4-89, JO 23-5-89 et n° 14-89 du 14-11-89 agréé par arrêté du 26-2-90, JO 21-3-90 ♦ Avenant n° 1-95 du 10-2-95 agréé par arrêté du 18-4-95, JO 21-4-95 complété par avenant n° 07-2005 du 8-4-2005 et par avenant n° 05-2005 du 8-4-2005 agréé par arrêté du 3-11-2005, JO 2-12-2005 et modifié par avenant n° 10-2005 du 8-7-2005 agréés par arrêté du 11-10-2005, JO 21-10-2005 ♦ Annexe SNAMIS (anciennement SNEME et SNP), art. 4 résultant de l'avenant n° 02-2002 du 18-1-2002 agréé par arrêté du 28-8-2002, JO 18-9-2002 ♦ Avenant n° 01-2006 du 13-1-2006 agréé par arrêté du 13-4-2006, JO 27-4-2006 ♦ Avenants n° 02 et 04-2006 du 31-3-2006 agréés par arrêté du 23-6-2006, JO 7-7-2006 ♦ Avenant n° 6-2006 du 12-9-2006 agréé par arrêté du 2-2-2007, JO 17-2-2007 ♦ Avenants n° 02 et 03-2007 du 12-1-2007 agréés par arrêté du 7-5-2007, JO 16-5-2007 ♦ Avenants n° 07 et 08-2007 du 14-9-2007 agréés par arrêté du 1-2-2008, JO 13-2-2008 ♦ Avenant n° 10-2007 du 7-12-2007 agréé par arrêté du 7-5-2008, JO 17-5-2008 ♦ Avenant n° 03 et 04-2008 du 13-6-2008 agréés par arrêté du 22-10-2008, JO 30-10-2008

## Section 9 Salaires, primes et indemnités

**27 Travail de nuit et des jours fériés** ■ Voir n° 12 et 20.

**28 Primes de sujétions particulières** ■ Voir n° 15.

**29 Avantages en nature** ■

### 1° Nourriture :

— personnel éducatif prenant leurs repas avec les usagers : repas gratuits ;

— personnel de cuisine assurant la préparation des repas : repas pris pendant le service gratuits ;

— autre personnel : repas pris, à titre onéreux, évalués à 1 fois le minimum garanti pour les salariés dont la rémunération est inférieure au plafond de la SS et à 1,5 fois le MG pour les autres salariés (pour le montant du MG, v. l'étude DISPOSITIONS DE DROIT COMMUN).

**2° Logement :** la jouissance d'un logement attribué à un ménage de salariés employés tous les 2 dans l'établissement cesse par le licenciement de l'un d'eux.

Pour les cadres obligés à résider sur les lieux de travail ou à proximité immédiate, bénéfice du logement et de ses accessoires ou d'une indemnité équivalente. En cas du décès du cadre pendant son contrat, le conjoint et ses enfants conservent le logement ou l'indemnité équivalente pendant 3 mois.

♦ Art. 74, 87 à 89, 99 et 100

**30 Remplacement dans une catégorie supérieure** ■ Sauf remplacement habituel prévu au contrat de travail, versement d'une indemnité égale à la différence entre les salaires de base des 2 catégories pour la durée d'un remplacement excédant 1 mois par an.

♦ Art. 64

**31 Primes de service et d'assiduité** ■ Bénéficiaires : tous les salariés, à l'exclusion des cadres de direction.

Montant : 7,5 % de la masse salariale brute annuelle des agents ayant droit à la prime.

Versement : en 2 fois lors des congés et à la fin de l'année ; en fin de saison dans les établissements saisonniers.

♦ Art. 92-1

**32 Primes de technicité des cadres** ■ Bénéficiaires : cadres des groupes A, B et C.

Calcul : prime calculée en nombre de points par rapport au coefficient de base du salaire augmenté de l'ancienneté : coefficient à 3 ans multiplié par 4 % ; coefficient à 6 ans multiplié par 8 % ; coefficient à 9 ans multiplié par 12 % ; coefficient à 12 ans multiplié par 16 %.

La prime est plafonnée au nombre de points acquis à ce titre au bout de 12 ans dans la fonction.

♦ Art. 92-2



## Médico-sociaux : établissements

### 33 Primes de sujétion spéciale

#### 1° Primes de sujétion spéciale des salariés non directeurs

Bénéficiaires : salariés à l'exclusion des directeurs.

Montant mensuel : 8,21 % de la somme du salaire brut annuel hors toute prime.

#### 2° Primes de sujétion spéciale des directeurs

Bénéficiaires : directeurs des groupes B et C ayant des sujétions spéciales, astreintes diverses (notamment exploitation agricole, chantier de construction, coordination de plusieurs établissements ou services).

Montant : jusqu'à 75 points supplémentaires.

♦ Art. 93 et 93-1

### 34 Primes d'internat

Voir n° 26.

### 35 Prime de vie chère dans les DOM

A compter du 1-1-2006, attribution d'une indemnité mensuelle, dont le montant est équivalent à 20 % du salaire brut conventionnel (hors éléments variables de rémunération), à tout salarié.

Prime non cumulable avec d'autres primes de même nature. En cas d'attribution d'une prime de même nature et dans l'hypothèse d'un différentiel défavorable au salarié, une indemnité compensatrice sera allouée pour bénéficier au total d'un salaire supérieur de 20 % au salaire conventionnel.

♦ Avenant n° 9-2006 du 12-9-2006 agréé par arrêté du 2-2-2007, JO 17-2-2007

### 37 Grilles de salaires

REMARQUE : l'avenant n° 04-2007 du 29 mars 2007 prévoyant, à compter du 1-11-2006, l'augmentation d'un point indiciaire de l'ensemble des grille de salaires n'est pas agréé (♦ Arrêté du 8-6-2007, JO du 21-6-2007).

1° Groupes 1 à 6 (♦ Avenant n° 1-95 du 10-2-95 agréé par arrêté du 18-4-95, JO 21-4-95 modifié en dernier lieu par avenant n° 02-2008 du 13-6-2008 agréé par arrêté du 22-10-2008, JO 30-10-2008)

| Échelon | Durée dans l'échelon | Groupes                  |     |     | Groupe               |     | Groupe               |     | Groupe               |     |
|---------|----------------------|--------------------------|-----|-----|----------------------|-----|----------------------|-----|----------------------|-----|
|         |                      | 1                        | 2   | 3   | Durée dans l'échelon | 4   | Durée dans l'échelon | 5   | Durée dans l'échelon | 6   |
| 1       | 1 an                 | 230, 231 (1),<br>239 (2) | 240 | 256 | 1 an                 | 256 | 1 an                 | 267 | 1 an                 | 288 |
| 2       | 2 ans                | 234                      | 245 | 262 | 2 ans                | 265 | 1 an                 | 277 | 2 ans                | 296 |
| 3       | 2 ans                | 240                      | 255 | 271 | 2 ans                | 277 | 1 an                 | 285 | 2 ans                | 314 |
| 4       | 2 ans                | 247                      | 263 | 280 | 2 ans                | 291 | 2 ans                | 294 | 2 ans                | 335 |
| 5       | 3 ans                | 254                      | 271 | 291 | 2 ans                | 302 | 2 ans                | 303 | 2 ans                | 354 |
| 6       | 3 ans                | 260                      | 282 | 299 | 2 ans                | 314 | 2 ans                | 314 | 2 ans                | 375 |
| 7       | 3 ans                | 264                      | 292 | 308 | 2 ans                | 327 | 3 ans                | 326 | 3 ans                | 381 |
| 8       | 4 ans                | 269                      | 302 | 316 | 3 ans                | 337 | 3 ans                | 334 | 3 ans                | 403 |
| 9       | 4 ans                | 273                      | 314 | 324 | 3 ans                | 345 | 3 ans                | 343 | 3 ans                | 415 |
| 10      | 4 ans                | 281                      | 322 | 336 | fin                  | 364 | 3 ans                | 362 | 4 ans                | 438 |
| 11      | fin                  | 289                      | 327 | 345 |                      |     | 3 ans                | 382 | 4 ans                | 462 |
| 12      |                      |                          |     |     |                      |     | 4 ans                | 410 | fin                  | 495 |
| 13      |                      |                          |     |     |                      |     | fin                  | 426 |                      |     |

(1) Coefficient 228 revalorisé à 239 à compter du 1-7-2006 (♦ Avenant n° 7-2006 du 12-9-2006 agréé par arrêté du 2-2-2007, JO 17-2-2007) et à 231 à compter du 1-7-2007 (♦ Avenant n° 06-2007 du 14-9-2007 agréé par arrêté du 1-2-2008, JO 13-2-2008).

(2) Coefficient 231 revalorisé à 239 à compter du 1-7-2008 (♦ Avenant n° 02-2008 du 13-6-2008 agréé par arrêté du 22-10-2008, JO 30-10-2008).

### 36 Salaires minima

1° Valeur du point : les salaires minima s'obtiennent en multipliant le coefficient hiérarchique par la valeur du point fixée ci-après.

| Date d'application | Valeur du point | Avenant                  | Arrêté d'agrément          |
|--------------------|-----------------|--------------------------|----------------------------|
| Au 1-1-2004        | 4,968 €         | n° 01-2004 du 14-1-2004  | 24-2-2004 (JO 12-3-2004)   |
| Au 1-2-2005        | 4,993 €         | n° 01-2005 du 21-1-2005  | 14-3-2005 (JO 31-3-2005)   |
| Au 1-7-2005        | 5,018 €         | n° 09-2005 du 8-7-2005   | 5-8-2005 (JO 28-8-2005)    |
| Au 1-11-2005       | 5,058 €         | n° 09-2005 du 8-7-2005   | 5-8-2005 (JO 28-8-2005)    |
| Au 1-7-2006        | 5,083 €         | n° 03-2006 du 31-3-2006  | 23-6-2006 (JO 7-7-2006)    |
| Au 1-2-2007        | 5,108 €         | n° 11-2006 du 10-11-2006 | 26-4-2007 (JO 13-5-2007)   |
| Au 1-3-2007        | 5,124 €         | n° 05-2007 du 29-3-2007  | 8-6-2007 (JO 21-6-2007)    |
| Au 1-1-2008        | 5,184 €         | n° 05-2008 du 9-10-2008  | 11-12-2008 (JO 18-12-2008) |

#### 2° Rémunération majorée pour ancienneté

Pour le personnel titulaire d'un diplôme professionnel ou pouvant justifier de qualifications techniques, il est tenu compte des années d'exercice réel dans la profession depuis l'obtention du diplôme ou des qualifications, comme suit :

- reprise des années de services accomplis dans les établissements relevant de la convention collective à 100 % ;
- reprise des années de services accomplis hors des établissements relevant de la convention collective à 100 % pour les 6 premières années et à 50 % au-delà.

Pour le personnel des établissements temporaires ayant effectué une saison complète dans un même établissement, l'ancienneté est reprise pour un an de travail effectif.

♦ Art. 19 modifié par avenant n° 05-2002 du 22-3-2002 agréé par arrêté du 23-6-2003, JO 9-7-2003 ♦ Annexe SNAMIS (anciennement SNEME et SNP), art. 1



2° Groupes A1 et A2 (modifiés en dernier lieu par avenant n° 05-2001 du 19-10-2001 agréé par arrêté du 16-4-2002, JO 26-4-2002)

Au 1-5-2002, pour les groupes A1 et A2, l'ancienneté acquise dans l'échelon dans l'ancienne grille est maintenue dans la limite de la durée de l'échelon.

| Groupe A1 |                      |           |             |             | Groupe A2 |                      |           |             |             |
|-----------|----------------------|-----------|-------------|-------------|-----------|----------------------|-----------|-------------|-------------|
| Echelon   | Durée dans l'échelon | Au 1-5-95 | Ancienneté  | Au 1-5-2002 | Echelon   | Durée dans l'échelon | Au 1-5-95 | Ancienneté  | Au 1-5-2002 |
| 1         | 3 ans                | 370       | 1 à 3 ans   | 457         | 1         | 1 an                 | 350       | 1 à 3 ans   | 436         |
| 2         | 3 ans                | 385       | 4 à 6 ans   | 465         | 2         | 2 ans                | 359       | 4 à 6 ans   | 450         |
| 3         | 3 ans                | 405       | 7 à 9 ans   | 471         | 3         | 3 ans                | 375       | 7 à 9 ans   | 463         |
| 4         | 3 ans                | 415       | 10 à 12 ans | 473         | 4         | 3 ans                | 393       | 10 à 12 ans | 475         |
| 5         | 3 ans                | 427       | 13 à 15 ans | 476         | 5         | 3 ans                | 404       | 13 à 15 ans | 488         |
| 6         | 3 ans                | 450       | 16 à 18 ans | 478         | 6         | 3 ans                | 420       | 16 à 18 ans | 502         |
| 7         | fin                  | 496       | 19 à 21 ans | 482         | 7         | 3 ans                | 447       | 19 à 21 ans | 515         |
|           |                      |           | 22 à 24 ans | 490         | 8         | 3 ans                | 478       | 22 à 24 ans | 528         |
|           |                      |           | 25 à 28 ans | 504         | 9         | 3 ans                | 514       | 25 à 28 ans | 541         |
|           |                      |           | 29 ans      | 509         | 10        | fin                  | 544       | 29 ans      | 559         |

3° Groupes A3 et A4 (Avenant n° 1-95 du 10-2-95 agréé par arrêté du 18-4-95, JO 21-4-95)

| Echelon | Durée dans l'échelon | Groupe A3   |              |              |                |                | Groupe A4            |         |
|---------|----------------------|-------------|--------------|--------------|----------------|----------------|----------------------|---------|
|         |                      | 0 à 30 lits | 31 à 49 lits | 50 à 99 lits | 100 à 149 lits | 150 à 200 lits | Durée dans l'échelon | Indices |
| 1       | 3 ans                | 380         | 430          | 480          | 530            | 580            | 3 ans                | 348     |
| 2       | 3 ans                | 396         | 446          | 496          | 546            | 596            | 3 ans                | 372     |
| 3       | 3 ans                | 411         | 461          | 511          | 561            | 611            | 3 ans                | 400     |
| 4       | 3 ans                | 427         | 477          | 527          | 577            | 627            | 3 ans                | 429     |
| 5       | 3 ans                | 453         | 503          | 553          | 603            | 653            | 3 ans                | 459     |
| 6       | 3 ans                | 471         | 521          | 571          | 621            | 671            | 3 ans                | 490     |
| 7       | 3 ans                | 489         | 539          | 589          | 639            | 689            | 3 ans                | 523     |
| 8       | 3 ans                | 508         | 558          | 608          | 658            | 708            | 3 ans                | 556     |
| 9       | 3 ans                | 534         | 584          | 634          | 684            | 734            | 3 ans                | 590     |
| 10      |                      |             |              |              |                |                | 3 ans                | 626     |
| 11      |                      |             |              |              |                |                | fin                  | 662     |

4° Groupes B1 et B2 (Avenant n° 1-95 du 10-2-95 agréé par arrêté du 18-4-95, JO 21-4-95)

| Echelon | Durée dans l'échelon | Groupe B1 : en nombre de lits |         |         |          |           | Groupe B2 : en nombre de lits |         |         |          |           |
|---------|----------------------|-------------------------------|---------|---------|----------|-----------|-------------------------------|---------|---------|----------|-----------|
|         |                      | 0 à 30                        | 31 à 50 | 51 à 75 | 76 à 100 | 101 à 200 | 0 à 30                        | 31 à 50 | 51 à 75 | 76 à 100 | 101 à 200 |
| 1       | 3 ans                | 436                           | 476     | 551     | 571      | 661       | 466                           | 516     | 591     | 621      | 711       |
| 2       | 3 ans                | 455                           | 500     | 580     | 604      | 699       | 485                           | 540     | 620     | 654      | 749       |
| 3       | 3 ans                | 473                           | 523     | 607     | 636      | 735       | 503                           | 563     | 647     | 686      | 785       |
| 4       | 3 ans                | 489                           | 543     | 631     | 664      | 768       | 519                           | 583     | 671     | 714      | 818       |
| 5       | 3 ans                | 505                           | 561     | 654     | 692      | 781       | 535                           | 601     | 694     | 742      | 831       |
| 6       | 3 ans                | 522                           | 571     | 676     | 714      | 808       | 552                           | 621     | 716     | 764      | 858       |
| 7       | 3 ans                | 539                           | 599     | 698     | 736      | 834       | 569                           | 639     | 738     | 786      | 884       |
| 8       | 3 ans                | 556                           | 618     | 719     | 759      | 860       | 586                           | 658     | 759     | 809      | 910       |
| 9       | 3 ans                | 573                           | 637     | 728     | 781      | 873       | 603                           | 677     | 768     | 831      | 923       |

5° Groupes C1 et C2 (Avenant n° 1-95 du 10-2-95 agréé par arrêté du 18-4-95, JO 21-4-95)

| Echelon | Durée dans l'échelon | Groupe C1 : en nombre de lits |         |         |          |           | Groupe C2 : en nombre de lits |         |         |          |           |
|---------|----------------------|-------------------------------|---------|---------|----------|-----------|-------------------------------|---------|---------|----------|-----------|
|         |                      | 0 à 30                        | 31 à 50 | 51 à 75 | 76 à 100 | 101 à 200 | 0 à 30                        | 31 à 50 | 51 à 75 | 76 à 100 | 101 à 200 |
| 1       | 3 ans                | 451                           | 506     | 611     | 661      | 751       | 496                           | 576     | 711     | 801      | 891       |
| 2       | 3 ans                | 470                           | 530     | 640     | 694      | 789       | 515                           | 600     | 740     | 834      | 929       |
| 3       | 3 ans                | 488                           | 553     | 667     | 726      | 825       | 533                           | 623     | 767     | 866      | 965       |
| 4       | 3 ans                | 504                           | 573     | 691     | 754      | 858       | 549                           | 643     | 791     | 894      | 998       |
| 5       | 3 ans                | 520                           | 591     | 714     | 782      | 871       | 565                           | 661     | 814     | 922      | 1011      |
| 6       | 3 ans                | 537                           | 611     | 736     | 804      | 898       | 582                           | 681     | 836     | 944      | 1038      |
| 7       | 3 ans                | 554                           | 629     | 758     | 826      | 924       | 599                           | 699     | 858     | 966      | 1064      |
| 8       | 3 ans                | 571                           | 648     | 779     | 849      | 950       | 616                           | 718     | 879     | 989      | 1090      |
| 9       | 3 ans                | 588                           | 677     | 788     | 871      | 963       | 633                           | 737     | 888     | 1011     | 1103      |